

CAGP DE 2023  
MARS 2023  
DOC. PRÉL. NO 10B



<b>Titre</b>	<b>Principes de 2015 sur le choix de la loi applicable : Actualisations et travaux futurs éventuels</b>
<b>Document</b>	<b>Doc. préL. No 10B de janvier 2023</b>
<b>Auteur</b>	BP
<b>Point de l'ordre du jour</b>	Point III.3.b.
<b>Mandat(s)</b>	C&D Nos 36 et 37 du CAGP de 2022
<b>Objectif</b>	Actualisations et travaux futurs éventuels sur les Principes de 2015 sur le choix de la loi applicable
<b>Mesures à prendre</b>	Pour décision <input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour discussion <input type="checkbox"/> Pour action / achèvement <input type="checkbox"/> Pour information <input type="checkbox"/>
<b>Annexes</b>	Annexe I – Droit national et régional
<b>Document(s) connexe(s)</b>	Doc. préL. No 3A de décembre 2022 Doc. préL. No 10A de décembre 2022

## Table des matières

I.	Introduction .....	1
II.	Influence continue des Principes de 2015.....	1
III.	Domaines de travail futurs .....	2
	A. Conventions de la HCCH dans le domaine de droit applicable.....	2
	B. Initiatives régionales.....	3
	C. Droit et Pratique.....	3
	1. Raisonnement.....	4
	2. Lois et pratiques différentes .....	4
	D. Conclusion.....	7
IV.	Proposition soumise au CAGP .....	7
	Annexe I Droit national et régional .....	10

## Principes de 2015 sur le choix de la loi applicable : Actualisations et travaux futurs éventuels

### I. Introduction

- 1 Lors de sa réunion 2022, le Conseil sur les affaires générales et la politique (CAGP), dans ses Conclusions et Décisions (C&D) Nos 36 et 37, a mandaté le Bureau Permanent (BP), de continuer à suivre les développements concernant les *Principes sur le choix de la loi applicable aux contrats commerciaux internationaux* (Principes de 2015) et, sous réserve des ressources disponibles, de mener des travaux supplémentaires visant à faciliter l'interprétation des Principes<sup>1</sup>. Conformément à la C&D No 33 et suite au mandat du CAGP de mars 2022<sup>2</sup>, la Conférence inaugurale de la HCCH sur le droit commercial, numérique et financier transfrontière (Conférence CODIFI) s'est tenue avec succès en ligne du 12 au 16 septembre 2022. La Conférence CODIFI a abordé les questions liées aux Principes de 2015 dans l'une de ses six pistes. Le présent Document préliminaire (Doc. pré.) fait état des discussions sur les Principes de 2015 et propose des sujets et domaines éventuels pour les travaux futurs<sup>3</sup>.
- 2 Dans la continuité des discussions des experts qui se sont exprimés au cours de la Conférence CODIFI, le présent Doc. pré. rend compte de l'influence continue des Principes de 2015 et des développements récents concernant cet instrument (section II). Il identifie les domaines de la loi applicable qui bénéficieraient d'une harmonisation, en mettant l'accent sur la protection des parties les plus faibles. Le présent Doc. pré. examine ensuite si et de quelle manière la protection des parties les plus faibles est traitée du point de vue des règles de droit applicable, en se référant à des exemples relevant du droit et de la pratique, ainsi qu'à des initiatives au niveau régional (section III). Des propositions de travaux futurs éventuels sont enfin soumises à la décision du CAGP (section IV). Un aperçu du droit national et du droit régional concernant la protection des parties les plus faibles en ce qui concerne la loi applicable est présenté à l'annexe I.

### II. Influence continue des Principes de 2015

- 3 Comme souligné lors de la Conférence CODIFI, les Principes de 2015 n'ont cessé de faire office de modèle dans le cadre de la modernisation des législations nationales, notamment celles du Chili, de l'Indonésie, du Maroc, du Mozambique et de la République démocratique du Congo. Ils ont également contribué au développement d'autres instruments non contraignants, à l'instar des Principes africains sur la loi applicable aux contrats commerciaux internationaux (Principes africains) et des Principes asiatiques de droit international privé (Principes asiatiques). Les Principes de 2015 ont par ailleurs été invoqués devant les tribunaux nationaux, contribuant ainsi à l'interprétation et au développement de règles de droit applicable dans les ressorts juridiques concernés<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> C&D No 36 du CAGP de 2022, « Le CAGP a salué les efforts du BP visant à promouvoir les Principes sur le choix de la loi applicable de 2015, notamment dans le cadre de la Conférence de 2022 sur le droit commercial et financier ».

C&D No 37 du CAGP de 2022, « Le CAGP a invité le BP à évaluer, sous réserve des ressources disponibles et en collaboration avec d'autres institutions pertinentes, l'acceptation et l'interprétation de l'article 3 des Principes sur le choix de la loi applicable de 2015. » Voir « Conclusions et Décisions du Conseil sur les affaires générales et la politique de la HCCH (du premier février au 4 mars 2022) », disponible sur le site web de la HCCH, à l'adresse [www.hcch.net](http://www.hcch.net), sous les rubriques « Gouvernance », « Conseil sur les affaires générales et la politique » puis « Archives (2000-2022) ».

<sup>2</sup> « Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (du premier au 5 mars 2021) », C&D No 38 (disponible sur le site web de la HCCH (voir chemin d'accès indiqué à la note 1).

<sup>3</sup> Le rapport de la Conférence CODIFI est fourni à l'annexe I du Doc. pré. No 3A de décembre 2022 disponible sur le site web de la HCCH à l'adresse [www.hcch.net](http://www.hcch.net) sous les rubriques « Gouvernance » puis « Conseil sur les affaires générales et la politique ».

<sup>4</sup> Conférence CODIFI, M. Dotta et Y. Weiner, « Mise en œuvre des Principes de la HCCH sur le choix de la loi », 13 septembre 2022.

- 4 Les experts qui se sont exprimés lors de la Conférence CODIFI ont reconnu que les Principes de 2015 demeuraient utiles et ont insisté sur le rôle que revêtent les accords de choix de loi des parties dans les transactions commerciales internationales et sur l'importance de respecter le principe de l'autonomie de la volonté des parties. Les experts ont également échangé leurs points de vue sur l'utilisation et l'interprétation de l'article 3 des Principes de 2015 relatif à l'application du droit non étatique. Ces experts ont mis en évidence les lacunes significatives concernant la loi applicable, qui pourront être pertinentes dans le cadre des travaux futurs de la HCCH.

### III. Domaines de travaux futurs

- 5 Les experts qui se sont exprimés lors de la Conférence CODIFI ont identifié plusieurs domaines de travaux futurs en lien avec les Principes de 2015 qu'ils considèrent comme opportuns, possibles et souhaitables. Il s'agit notamment d'élaborer des règles supplétives de droit applicable en l'absence d'un choix de loi (valide) par les parties<sup>5</sup> et dans les transactions internationales de données, de revoir la portée des Principes de 2015 par rapport à certains contrats, tels que les contrats d'assurance<sup>6</sup>, et de préciser la portée de l'autonomie de la volonté des parties, y compris dans le contexte de l'arbitrage (d'investissement)<sup>7</sup>.
- 6 La majorité des experts ont fait part du besoin urgent et de l'importance d'élaborer un ensemble de règles de droit applicable aux contrats internationaux visant à protéger les parties les plus faibles, telles que les consommateurs et les travailleurs<sup>8</sup>. Cela correspond à une préoccupation qui avait déjà été signalée par le Groupe de travail chargé d'élaborer les Principes de 2015<sup>9</sup>.
- 7 Dans ce contexte, la présente section donne un aperçu des différentes approches et des nombreux degrés de protection accordés aux parties les plus faibles dans les relations contractuelles internationales, du point de vue des règles de droit applicable. La diversité de ces approches est révélatrice du besoin d'harmoniser les règles de droit applicable dans les transactions contractuelles internationales impliquant des parties faibles. La présente section donne un aperçu des Conventions de la HCCH dans le domaine de la loi applicable (section A), des initiatives régionales (section B), des différentes approches adoptées dans le cadre des lois et pratiques actuelles (section C), et contient une conclusion (section D).

#### A. Conventions de la HCCH dans le domaine de la loi applicable

- 8 La HCCH a élaboré un certain nombre de Conventions ayant trait à la loi applicable dans les domaines du droit civil et commercial<sup>10</sup>. Bien que des efforts aient été faits en matière de

<sup>5</sup> Conférence CODIFI, G. Cordero-Moss, R.F. Oppong, L. Gama, G. Xu et N. Zhao, « The Role of the Principles in International Commercial Dispute Resolution », 15 septembre 2022, notamment, R.F. Oppong ; G. Xu ; L. Gama ; Conférence CODIFI, D. Goddard, « The Role of Party Autonomy in International Commercial Contracts », 15 septembre 2022. Dans le même ordre d'idées : Conférence CODIFI, D. Girsberger, « Opening of the HCCH Principles Track », 12 septembre et Conférence CODIFI, Y. Nishitani, « The Principles in the Modernisation of National and Regional Laws », 14 septembre 2022.

<sup>6</sup> Conférence CODIFI, S.C. Symeonides, « Principles Closing », 16 septembre 2022 (Symeonides 2022).

<sup>7</sup> Conférence CODIFI, G. Cordero-Moss, R.F. Oppong, L. Gama, G. Xu et N. Zhao, *supra*, note 5.

<sup>8</sup> Conférence CODIFI, D. Girsberger, *supra*, note 5 ; Conférence CODIFI, G. Cordero-Moss, R.F. Oppong, L. Gama, G. Xu et N. Zhao, *supra*, note 5 ; et Conférence CODIFI, Symeonides 2022, *supra*, note 6.

<sup>9</sup> Première réunion du Groupe de travail sur le choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux, 2010, p. 2, se lit comme suit : « Le souhait est exprimé que, sous réserve de la décision du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence, la Conférence de La Haye entreprenne à un stade ultérieur un travail spécifique sur le choix de la loi applicable aux contrats internationaux de consommation ».

<sup>10</sup> *Convention du 12 juin 1902 pour régler les conflits de lois en matière de mariage ; Convention du 12 juin 1902 pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparations de corps ; Convention du 12 juin 1902 pour régler la tutelle des mineurs ; Convention du 17 juillet 1905 concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux ; Convention du 17 juillet 1905 concernant l'interdiction et les mesures de protection analogues ; Convention du 15 juin 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels ; Convention du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants ; Convention du 15 avril 1958 sur la loi applicable au*

protection des consommateurs<sup>11</sup>, les principales Conventions de la HCCH traitant de la loi applicable n'accordent pas d'attention particulière aux consommateurs ou aux travailleurs, qui sont susceptibles de disposer d'un pouvoir de négociation plus faible dans leurs relations contractuelles avec les entreprises ou les employeurs.

- 9 Les Principes de 2015, qui visent à renforcer l'autonomie de la volonté des parties dans les contrats commerciaux internationaux, excluent expressément les contrats de consommation et de travail de leur champ d'application<sup>12</sup>. Cette exclusion visait à éviter le risque d'abus de l'autonomie de la volonté dans ces relations contractuelles, et s'expliquait également par le fait que de nombreux États prévoient des règles protectrices particulières en la matière, auxquelles les parties ne peuvent déroger par contrat<sup>13</sup>.

## B. Initiatives régionales

- 10 Au niveau régional, il existe des instruments non contraignants ou des initiatives visant à harmoniser les règles de droit applicable. Certains n'abordent pas la protection des parties les plus faibles, à l'instar du Guide sur le droit applicable aux contrats commerciaux internationaux dans les Amériques (Guide OEA), élaboré par l'Organisation des États américains (OEA)<sup>14</sup>, et des Principes africains<sup>15</sup>. D'autres incluent des règles de droit applicable qui offrent une protection aux parties les plus faibles, par exemple, le projet en cours à l'OEA sur les « Contrats entre commerçants avec une partie contractuellement plus faible » et le projet en cours sur les Principes asiatiques<sup>16</sup>. Ces projets en cours traduisent le besoin de disposer de règles harmonisées en matière de droit applicable afin d'offrir une protection aux parties qui sont généralement considérées comme les « parties les plus faibles » dans les relations contractuelles.

## C. Droit et pratique

- 11 L'absence actuelle de règles harmonisées de droit applicable dans ce domaine entraîne une insécurité juridique quant au droit régissant les relations contractuelles. En particulier, il est possible que les parties les plus faibles ne sachent pas quelle loi régit leur relation ou de quels droits ils peuvent bénéficier en matière de protection jusqu'à ce qu'un tribunal compétent se prononce sur ces questions. Cette sous-section présente le raisonnement de la protection des

---

*transfert de la propriété en cas de vente à caractère international d'objets mobiliers corporels ; Convention du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires ; Convention du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs ; Convention du 15 novembre 1965 concernant la compétence des autorités, la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption ; Convention du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière ; Convention du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits ; Convention du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires ; Convention du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux ; Convention du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation ; Convention du premier juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance ; Convention du 22 décembre 1986 sur la loi applicable aux contrats de vente internationale de marchandises ; Convention du premier août 1989 sur la loi applicable aux successions à cause de mort ; Convention du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes ; Convention du 5 juillet 2006 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire ; Protocole du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires.*

<sup>11</sup> Voir M. Pelichet, « Mémoire sur les ventes aux consommateurs (Protocole à la Convention sur la loi applicable aux ventes internationales de marchandises, conclu le 15 juin 1955) », Doc. pré-l. No 1 de mars 1979 établi à l'attention de la Quatorzième session, dans *Actes et documents de la Quatorzième session (1980), tome I/II, Matières diverses / Ventes aux consommateurs*, II-7.

<sup>12</sup> Art. 1(1).

<sup>13</sup> Para. 1.4 et 1.10 du Commentaire des Principes de 2015.

<sup>14</sup> Le Guide de l'OEA est disponible à l'adresse [http://www.oas.org/en/sla/iajc/docs/Guide\\_Law\\_Applicable\\_to\\_International\\_Commercial\\_Contracts\\_in\\_the\\_Americas.pdf](http://www.oas.org/en/sla/iajc/docs/Guide_Law_Applicable_to_International_Commercial_Contracts_in_the_Americas.pdf).

<sup>15</sup> J.L. Neels, « The African Principles on the Law Applicable to International Commercial Contracts – a first drafting experiment », *Revue de droit uniforme*, vol. 25, numéro 2-3 (2020), p. 426 à 436.

<sup>16</sup> Conférence CODIFI, Y. Nishitani, *supra*, note 5.

parties les plus faibles et les différences relevant du droit et de la pratique dans le domaine de la loi applicable.

### 1. Raisonement

- 12 La protection des parties les plus faibles est souvent soumise à des réglementations tant de droit privé que de droit public. Dans le domaine du droit privé, cette protection est particulièrement prévue dans la réglementation des relations établies en vertu de contrats, tels que les contrats de consommation ou les contrats de travail individuels. Lorsqu'un élément d'extranéité existe dans ces contrats, les lois d'un autre système juridique pourront s'appliquer à ces relations en vertu des règles pertinentes de la loi applicable. À ce titre, les contrats pourront également être soumis au choix de la loi par les parties en vertu du principe de l'autonomie de la volonté des parties.
- 13 Dans ces relations contractuelles, la vulnérabilité des parties en position de négociation plus faible ou ayant un accès plus limité aux informations, telles que les consommateurs et les travailleurs, conduit à se préoccuper de leur protection adéquate. Un exemple de contrats pour lesquels une protection spéciale accordée aux consommateurs est indispensable est celui des contrats d'adhésion, dans lesquels le consommateur peut soit accepter le contrat proposé sans aucune objection, soit rejeter de conclure le contrat dans son ensemble, même si son objection ne porte que sur quelques dispositions du contrat (un contrat « à prendre ou à laisser »). On peut également citer les contrats de travail individuels, dans lesquels les travailleurs se trouvent dans une position de négociation intrinsèquement inégale par rapport à leurs employeurs. De nombreux États et territoires disposent de règles accordant une protection de droit matériel aux parties les plus faibles, mais ces règles diffèrent selon les ressorts juridiques<sup>17</sup>.
- 14 Dans les affaires transfrontières, de nombreux États et territoires qui accordent une protection matérielle aux parties les plus faibles l'étendent également par le biais de règles de droit applicable afin de préserver l'intérêt public. En général, il existe deux approches par lesquelles les règles de droit applicable visent à protéger les parties les plus faibles : premièrement, en établissant une règle « objective » favorisant la partie la plus faible, par exemple en désignant la loi de la résidence habituelle ou du lieu de travail de la partie la plus faible pour régir les obligations contractuelles ; et deuxièmement, en imposant des restrictions au principe de l'autonomie de la volonté des parties.
- 15 Les règles de droit applicable prévoient deux mécanismes – l'exception d'ordre public et la doctrine des lois de police – qui sont souvent mis en œuvre dans de tels cas. L'exception d'ordre public vise à écarter la loi étrangère manifestement incompatible avec les principes fondamentaux du for. Les lois de police viennent se superposer à la loi applicable au contrat dans le but protéger un intérêt considéré comme fondamental par l'État du for ou par d'autres États concernés. Des deux mécanismes, la doctrine des lois de police a, dans la pratique, joué un rôle plus important dans la protection des parties les plus faibles<sup>18</sup>.

### 2. Lois et pratiques différentes

- 16 Dans le cadre des règles de droit applicable, les lois et pratiques nationales traitent de différentes manières la protection des parties les plus faibles dans les relations contractuelles.
- 17 Premièrement, les ressorts juridiques ne prévoient pas tous de règles spécifiques de droit applicable pour les parties les plus faibles et, à ce titre, les règles générales de droit applicable,

<sup>17</sup> Il convient de noter qu'en raison des circonstances sociales et économiques diverses, la définition de la partie faible varie également selon les États et territoires.

<sup>18</sup> L.M. van Bochove, « Overriding Mandatory Rules as a Vehicle for Weaker Party Protection in European Private International Law », *Erasmus Law Review*, Volume 3 (2014).

qu'elles soient prévues par la législation ou la jurisprudence, s'appliquent<sup>19</sup>. Comme mentionné ci-dessus, alors que les lois nationales ne prévoient pas toujours de règles spécifiques de droit applicable pour la protection des parties les plus faibles, les tribunaux offrent une protection aux consommateurs ou aux travailleurs, en invoquant des lois de police<sup>20</sup>, ou l'ordre public.<sup>21</sup> Les États et territoires dans lesquels des règles de droit applicable pour la protection des parties les plus faibles sont prévues peuvent le faire de plusieurs manières. Certains États et territoires prévoient des dispositions spécifiques au sein de leurs règles de droit international privé<sup>22</sup>, tandis que d'autres choisissent d'introduire des dispositions relatives à la loi applicable au sein d'une législation matérielle dédiée à la protection de l'une de ces parties<sup>23</sup>.

18 Deuxièmement, parmi les États et territoires qui prévoient des règles de droit applicable visant à protéger les parties les plus faibles, les manières dont les parties les plus faibles sont protégées diffèrent<sup>24</sup>. Certains États et territoires permettent aux parties de choisir, sous certaines limites, la loi applicable à un contrat impliquant des parties faibles<sup>25</sup>, tandis que d'autres interdisent totalement l'autonomie de la volonté des parties dans de tels contrats.

19 Les règles de droit applicable prévues pour les parties faibles varient également en fonction du type de partie faible concerné. Pour les contrats de consommation, dans certains États et

<sup>19</sup> Comme le Venezuela (voir D. Girsberger, T.K. Grazino, J.L. Neels, *Choice of Law in International Commercial Contracts : Global Perspectives on the Hague Principles*, OUP, (2021) ; Jordanie, voir M. Azmi Abu Moghli & M. Abd Al-Salam Al-Sararia. « Law Applicable to Consumer E-Contracts of International Nature », (2014), p. 1364. Dans certains États et territoires de *common law*, les règles de choix de loi sont d'application générale et s'appliquent à tous les types de contrats, y compris les contrats de travail et de consommation : En Nouvelle-Zélande, *Mediterranée NZ c. Wendell* [1989] 1 NZLR 216 (CA). Il convient toutefois de noter qu'en Nouvelle-Zélande, toutes les demandes relatives à l'emploi ou à la consommation ne peuvent pas être qualifiées de contractuelles et que, dans certains cas, ces demandes peuvent relever d'une autre législation particulière, telle que celle relative au commerce équitable, qui va au-delà du champ d'application des règles contractuelles de choix de la loi applicable dans le ressort juridique (voir D. Girsberger, T.K. Grazino, J.L. Neels, *supra*, note 19, para. 42.05) ; dans les territoires de *common law* du Canada, il n'y a pas de limitation *a priori* à l'effet d'un choix de loi dans de tels contrats. Au lieu de cela, les règles générales régissant l'autonomie de la volonté des parties s'appliqueront. Dans une décision historique rendue en 2017, *Douez c. Facebook*, la Cour suprême du Canada a refusé d'appliquer une clause d'élection de for dans un contrat de consommation, mais ne s'est pas prononcée sur la question de savoir si la clause de choix de loi étrangère devait être appliquée dans le litige en Colombie-Britannique. Au lieu de cela, elle a indiqué qu'il appartient au juge de première instance de déterminer si le choix était opérant et si des règles obligatoires du for pouvaient l'écarter. Ce faisant, la Cour a suivi la méthodologie générale pour le choix de la loi applicable au contrat et n'a pas créé de régime spécial pour les contrats de consommation (voir D. Girsberger, T.K.Grazino, J.L. Neels, *supra*, note 19, para. 67.10).

<sup>20</sup> Comme c'est le cas en Californie et dans d'autres États américains, ou dans plusieurs États asiatiques. En ce qui concerne les États-Unis, voir G. Cuniberti, *Conflict of Laws : A Comparative Approach*, 2<sup>e</sup> édition, Edward Elgar Publishing (2022). Des informations sur les États d'Asie peuvent être trouvées dans : W. Chen et G. Goldstein, « The Asian Principles of Private International Law: objectives, contents, structure and selected topics on choice of law », *Journal of Private International Law*, Vol. 13 (2017), p. 430.

<sup>21</sup> Par exemple, de nombreux États américains, voir S.C. Symeonides, *Choice of Law*, The Oxford Commentaries on American Law, (2016), p. 414 à 433. Ou encore, les clauses de choix de loi sont nulles et de nul effet, si les tribunaux les considèrent comme injustes dans certaines circonstances, par exemple, l'affaire *Hotels.com* en Israël. Conférence CODIFI, M. Dotta et Y. Weiner, *supra*, note 4. Dans ce cas, les règles obligatoires visant à protéger les consommateurs priment sur le choix de la loi texane. De même, il a été soutenu que la clause de choix de loi applicable est en soi une clause abusive dans un contrat type et que celle-ci devait être ignorée. Dans ce cas, le Procureur général a insisté sur le déséquilibre de rapport de force, encore plus lorsque les consommateurs ont affaire à de grandes entreprises.

<sup>22</sup> Tels que, la République populaire de Chine, l'UE, le Japon, la République de Corée et l'Uruguay.

<sup>23</sup> Art. 67 de l'annexe 2 de la loi australienne sur la consommation de 2010 (*Valve Corporation v ACCC* [2017] FCAFC 224) ; Sec. 13(1) de la loi singapourienne sur la protection des consommateurs (commerce équitable) de 2009 ; aux États-Unis, le *Model Consumer Credit Code* (MCCC) rédigé par la *Uniform Law Commission*. Pour un aperçu de la situation au sein de l'UE, voir L.M. van Bochove, *supra*, note 18.

<sup>24</sup> S.C. Symeonides, « The scope and limits of party autonomy in international contracts » dans F. Ferrari et D. Fernández Arroyo (éditeurs), *Private International Law : Contemporary challenges and continuing relevance*, Edward Elgar Publishing (2019) (Symeonides 2019), p. 105.

<sup>25</sup> Par exemple, en vertu du Règlement (CE) No 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Règlement Rome I), pour les contrats de travail individuels et les contrats de consommation, une technique de protection spécifique est utilisée, qui garantit que la partie la plus faible peut profiter d'un choix de loi dans le contrat et ne peut pas perdre la protection dont elle aurait autrement bénéficié (voir les articles 6 et 8) ; voir également au Vietnam, l'art. 682(5) du Code de procédure civile de 2015.

territoires, l'autonomie de la volonté des parties s'applique sans aucune limite spécifique<sup>26</sup>. Dans d'autres États et territoires, les consommateurs sont autorisés à conclure des accords de choix de la loi applicable, mais sous conditions. Par exemple, ces accords de choix de la loi applicable ne peuvent priver les consommateurs de la protection dont ils auraient autrement bénéficié<sup>27</sup>, ou le consommateur est la seule partie qui peut choisir la loi du lieu de fourniture des biens ou des services<sup>28</sup>. Dans d'autres États et territoires, des règles spécifiques de droit applicable, telles que la *lex fori*, sont prévues pour les contrats de consommation, dans le but d'empêcher que les droits des consommateurs soient contournés ou limités par ce choix<sup>29</sup>. D'autres États et territoires choisissent également de protéger les consommateurs en excluant, partiellement ou totalement, toute possibilité de conclure des accords de choix de la loi applicable<sup>30</sup>.

20 En ce qui concerne les contrats de travail, certains États et territoires prévoient la possibilité de conclure des clauses de choix de la loi applicable dans les contrats de travail individuels, pour autant que ces clauses ne privent pas le travailleur de la protection qui lui aurait été accordée par la loi de l'État dans lequel ou à partir duquel il accomplit habituellement son travail ou dans lequel il a été embauché<sup>31</sup>. Dans un autre État et territoire, les règles impératives spécifiques de la loi du lieu avec lequel le contrat présente les liens les plus étroits s'appliqueront, à condition que le travailleur accepte expressément que ces règles impératives s'appliquent<sup>32</sup>. De même, certains États et territoires fixent des limites aux lois que les parties peuvent choisir dans les contrats de travail<sup>33</sup>, tandis que d'autres excluent l'autonomie de la volonté des parties pour les contrats de travail<sup>34</sup> et prévoient à la place des règles spécifiques de droit applicable<sup>35</sup>.

21 Il existe également des différences quant aux catégories de parties qui nécessitent une protection spéciale en raison du pouvoir de négociation plus faible dont elles disposent dans les relations contractuelles<sup>36</sup>. Outre les consommateurs et les travailleurs, qui sont généralement reconnus comme des parties faibles, certains États et territoires considèrent également les titulaires de

<sup>26</sup> Par exemple, en Colombie et au Venezuela, voir C. Fresnedo de Aguirre, « Second Progress Report: Contracts Between Merchants with a Contractually Weaker Party », 100<sup>e</sup> session ordinaire de l'OEA, (2022), p. 7.

<sup>27</sup> Par exemple, au Bahreïn (art. 22 de la loi No 6/2015 sur les conflits de lois en matière civile et commerciale impliquant un élément d'extranéité) ; au Canada (Québec) (art. 3117 du Code civil du Québec) ; dans l'UE (art. 6 du Règlement Rome I) ; au Japon (art. 11 de la loi japonaise sur les règles générales d'application des lois (2006)) (loi japonaise de 2006).

<sup>28</sup> Art. 42 de la Loi sur le choix de la loi pour les relations civiles liées à l'étranger de la République populaire de Chine (Loi chinoise sur le choix de la loi).

<sup>29</sup> Comme le Brésil et plusieurs pays africains de common law, voir Conférence CODIFI, G. Cordero-Moss, R.F. Opong, L. Gama, G. Xu et N. Zhao, *supra*, note 5.

<sup>30</sup> Tels que l'Argentine (art. 2651 du Code civil et commercial de la Nation) ; le Brésil (voir D. Girsberger, T.K. Grazino, J.L. Neels, *supra*, note 19, para. 56.20, déclarant que « Compte tenu de la nature spéciale et du caractère obligatoire des lois régissant ces accords, les contrats de consommation et les accords de travail échappent généralement à l'autonomie de la volonté des parties dans les contrats internationaux ») [traduction du BP] ; Mexique (voir C. Fresnedo de Aguirre, *supra*, note 26, p. 8) ; Uruguay (art. 50(E) de la Loi 19.920 de novembre 2020, Loi générale sur le droit international privé (Loi de l'Uruguay sur le droit international privé) et Suisse (art. 20(2) de la Loi fédérale suisse de droit international privé (Loi suisse de droit international privé) exclut la possibilité de conclure des accords de choix de loi dans les contrats de consommation).

<sup>31</sup> Art. 8 du Règlement Rome I ; art. 3118 du Code civil du Québec.

<sup>32</sup> Art. 12 de la loi japonaise de 2006. (La loi du contrat qui présente les liens les plus étroits est présumée être la loi du lieu où les travaux doivent être exécutés en vertu du contrat).

<sup>33</sup> Par exemple, la Suisse (art. 121(3) de la Loi suisse sur le droit international privé) et l'Uruguay (art. 50(F) de la Loi de l'Uruguay sur le droit international privé).

<sup>34</sup> Par exemple, Brésil (*supra*, note 30) ; République populaire de Chine (art. 43 de la Loi chinoise sur le choix de la loi) ; Mexique (voir C. Fresnedo de Aguirre, *supra*, note 26, p. 7 et 8) ; Qatar (art. 28 du Code civil du Qatar, pour explication, voir D. Girsberger, T.K. Grazino, J.L. Neels, *supra*, note 19, para. 34.12) ; Tunisie (D. Girsberger, T.K. Grazino, J.L. Neels, *supra*, note 19, para. 18.12) et l'Ukraine (voir Symeonides 2019, *supra*, note 24, p. 105).

<sup>35</sup> Par exemple, en vertu du droit chinois, les contrats de travail sont régis par la loi du lieu de travail des ouvriers (art. 43 de la Loi chinoise sur le choix de loi) ; au Qatar, la loi de l'État ou territoire dans lequel se trouve le siège de l'employeur régît les contrats de travail.

<sup>36</sup> N. Reich, « The Principle of Protection of the Weaker Party », *General Principles of EU Civil Law*, Intersentia, (2013), p. 37 à 58.



polices d'assurance<sup>37</sup> et les passagers<sup>38</sup> comme des parties faibles, et offrent une protection à ces catégories de parties dans le cadre de leurs règles de droit applicable<sup>39</sup>.

#### D. Conclusion

- 22 La nécessité de protéger les parties les plus faibles du point de vue du droit international privé a fait couler beaucoup d'encre depuis les années 1970<sup>40</sup>. Les experts ne cessent de craindre qu'une liberté de choix sans limite des parties les plus fortes n'entraîne le contournement des règles adoptées pour protéger les parties les plus faibles contre l'exploitation<sup>41</sup>.
- 23 L'augmentation de l'activité commerciale transfrontière résultant de la mondialisation et du développement de la technologie expose les consommateurs et les travailleurs à des systèmes juridiques peu familiers et à un risque accru d'être une partie vulnérable. Les consommateurs sont moins à même de gérer de tels risques, notamment dans un contexte international, où ils peuvent être confrontés à des coûts plus élevés et avoir un accès plus limité aux informations et conseils juridiques<sup>42</sup>. Le commerce électronique et sur Internet a conduit à un élargissement des frontières temporelles et géographiques des transactions. Cela peut amplifier les asymétries d'information et les pratiques commerciales déloyales. En réponse à ces développements et dans le cadre d'une stratégie de gestion des risques, certains experts ont appelé à élaborer un instrument de la HCCH visant à protéger les parties les plus faibles et à traiter des questions de loi applicable dans les contrats électroniques conclus avec les consommateurs<sup>43</sup>, notamment en créant un réseau mondial de coopération pour assurer la protection des consommateurs<sup>44</sup>.
- 24 En raison de l'absence d'un instrument international traitant des règles de droit applicable tout en se concentrant sur la protection des parties faibles et des divergences entre les législations et pratiques nationales dans ce domaine, la HCCH pourrait envisager d'entreprendre un projet visant à protéger les parties faibles du point de vue du droit applicable. Cette démarche s'inscrirait dans le cadre du mandat de la HCCH pour l'unification progressive des règles en matière de droit international privé, et contribuerait à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies grâce à un renforcement de la sécurité juridique et de l'accès à la justice.

#### IV. Proposition soumise au CAGP

- 25 La protection des parties les plus faibles par le biais d'un instrument international traitant des règles de droit applicable permettra de réduire les divergences entre les lois et pratiques nationales en la matière, en particulier pour répondre à la multiplication des contrats transfrontières conclus du fait de la mondialisation et de la croissance du commerce électronique et sur Internet. Compte tenu des ressources limitées du BP et du programme de travail assigné à la Division du droit

<sup>37</sup> Canada (Québec) (art. 3119 du Code civil du Québec) ; Uruguay (art. 50(G) de la Loi de l'Uruguay sur le droit international privé) ou l'UE (art. 7 du Règlement Rome I). G. Rühl, « The Protection of Weaker Parties in the Private International Law of the European Union: A Portrait of Inconsistency and Conceptual Truancy », *Journal of Private International Law*, Vol. 10 (2014), p. 335 à 358. Voir également F. Ferrari et D. Fernández Arroyo, *supra*, note 24, p. 105 à 107 ; A. Briggs, *Agreements on Jurisdiction and the Choice of Law*, Oxford Private International Law series, (2007), p. 425.

<sup>38</sup> Par exemple, l'art. 50(H) de la Loi de l'Uruguay sur le droit international privé ; art. 50 de la Loi albanaise sur le droit international privé ; art. 5.2 du Règlement Rome I.

<sup>39</sup> L'UE et l'Uruguay, à titre d'exemple, prévoient des règles spécifiques pour la protection de ces parties, tandis que d'autres États et territoires, à l'instar de l'Argentine, n'offrent qu'une protection particulière aux titulaires de polices d'assurance.

<sup>40</sup> A. Briggs, *supra*, note 37, p. 12. De même, M. Azmi Abu Moghli & M. Abd Al-Salam Al-Sararia, *supra*, note 19, p. 1364.

<sup>41</sup> G. Cuniberti, *supra*, note 20, p. 410 à 418.

<sup>42</sup> A. Galić, « Jurisdiction over Consumer, Employment, and Insurance Contracts under the Brussels I Regulation Recast », *Austrian Law Journal*, Vol. 2 (2016), p. 123.

<sup>43</sup> Conférence CODIFI, G. Cordero-Moss, R.F. Oppong, L. Gama, G. Xu et N. Zhao, *supra*, note 5.

<sup>44</sup> C. Lima Marques, « Nota sobre a Conferência de Haia de Direito Internacional Privado e a Proteção Internacional dos Consumidores » dans A. Carvalho Ramos (de) et N. Araujo (de) (éditeurs.), *A Conferência da Haia de Direito Internacional Privado e Seus Impactos Na Sociedade - 125 anos (1893 - 2018)*, (2018), p. 454 et 472.

international commercial, numérique et financier, le BP propose les Conclusions et Décisions suivantes à l'attention du CAGP :

Le CAGP mandate la création d'un Groupe d'experts chargé d'étudier la possibilité, l'opportunité et la nécessité d'élaborer des lignes directrices sur la loi applicable aux contrats internationaux offrant une protection aux parties les plus faibles. Sous réserve des ressources disponibles, le CAGP donne mandat au BP de continuer à suivre les développements relatifs aux Principes de 2015 en vue d'identifier les domaines nécessitant une révision et les travaux futurs, et d'élaborer des documents promotionnels sur les Principes de 2015. Le Groupe d'experts et le BP devront présenter un rapport au CAGP lors de sa prochaine réunion en mars 2024.

**ANNEXE**

## Annexe I – Droit national et régional (*en anglais uniquement*)

Jurisdiction	Legislation	Provisions
Albania	Law “On Private International Law” No 10428 of 02.06.2011. (not official translation)	<p><b>Article 48 Work contract</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. The individual employment contract is governed by the law chosen by the parties.</li> <li>2. When the parties have not chosen the applicable law, the government rules in Article 3 of the Labor Code are followed.</li> </ol> <p><b>Article 50 Contract of carriage</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. The parties can choose as the applicable law of the passenger transport contract only the law of the state where:               <ol style="list-style-type: none"> <li>a) the traveller has his foreign residence;</li> <li>b) the transport has its external location;</li> <li>c) the center's sales carrier;</li> <li>ç) the place of departure is located;</li> <li>d) the place of destination is located.</li> </ol> </li> <li>2. When the law applicable to a passenger agreement has not been chosen by the parties, the law of the country of the passenger's foreign residence applies, provided that both the place of departure and the place of destination are also located in this country. When this condition is denied, the law of the country where the carrier has its seat in England applies.</li> <li>3. The law applicable to a contract for the carriage of goods, unless it is chosen by the parties, applies the law of the country where the transport has its foreign location, provided that its place of delivery is also the place of delivery in this country.</li> <li>4. When it is applied it is clear from all that are the issues that the contract, in some points of the law issues from the parties, is not related to another state that is indicated in points 1, 2 and 3 others state law.</li> </ol> <p><b>Article 51 Insurance contract</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. The law applicable to the insurance contract covering a major risk is the law chosen by the parties.</li> </ol>

	<p>2. When the applicable law has not been chosen by the parties, insurance contracts covering a major risk are governed by the law of the state where the insurer has its foreign residence.</p> <p>3. When it is clear from all these issues that the contract is concluded with another state, the law of the state applies.</p> <p>4. In the case of other insurance contracts, other than insurance contracts, covering a large risk, the parties may choose:</p> <p>a) in the state where the risk is located in the laws;</p> <p>b) the law of the state where the security police have their official residence;</p> <p>c) the law of the state whose citizen was detained by the insurance police in the case of life insurance;</p> <p>ç) in the relevant state or the law in force in the place of residence of the persons detained by the police, when the insurance police holder of a contract performs an activity and the economic insurance contract covers two or more people, who are related to this activity and are located in different countries.</p> <p>5. When the applicable law is not chosen by the insurance contracts, according to point 4 of the article, it is governed by the law of the state where the risk is located in the contractual relationship.</p> <p>6. The rules of this provision do not apply to insurance contracts.</p> <p><b>Article 52 Contracts with the consumer</b></p> <p>1. Without prejudice to articles 50 and 51 of the law, related to a consumer and a person, acting in the exercise of his commercial or professional activity, is regulated by the law of the country in which the consumer has his foreign residence, provided that:</p> <p>a) trader or professional:</p> <p>i) to develop his commercial or professional activity in the country of the consumer;</p> <p>ii) direct this activity, by any means, to the state or to different states, including the latter;</p> <p>b) contracts in the field of this activity.</p> <p>2. Except from point 1 of an article, the parties may choose the applicable contract law, which meets the conditions of point 1, instead of article 45 such law. However, the choice of law cannot deprive the consumer of protection, which are protected</p>
--	---

		<p>by the provisions, which cannot be avoided by itself, according to the law which, in the choice of elections, are applied on the basis of point 1.</p> <p>3. If the conditions are not met, according to the letter "a" of point 1 of such article, the applicable law in the contract between the consumer and the professional according to other articles 45 and 46.</p> <p>4. Points 1 and 2 of this article do not apply to:</p> <p>a) contracts for the supply of services, which must be supplied to consumers.</p>
Argentina	Civil and Commercial Code of the Nation (CCCN) (not official translation)	<p><b>Article 2651. Party autonomy. Rules.</b></p> <p>This article does not apply to consumer contracts.</p>
Azerbaijan	Law About Private International Law (On June 6, 2000 No 889-IG, as amended of the Law of the Azerbaijan Republic of 09.07.2021 No. 370-VIQD) (not official translation)	<p><b>Article 24. Choice of law by agreement of the contract participants</b></p> <p>24.1. Determining the rights and obligations of the parties in relation to the contract, interpretation, execution, non-execution, termination of the contract, the consequences of non-execution and invalidity of the contract, as well as concession of the claim and transfer of the debt related to the contract are regulated by the law of the country chosen by the agreement of the parties.</p> <p>24.2. The contracting parties can choose the law to be applied both for the contract as a whole and for its separate parts.</p> <p>24.3. The parties may choose the law to be applied at any time, including at the time of signing the contract or after. The parties may also agree to change the law applicable to the contract at any time.</p> <p>24.4. A choice of law that leads to non-application of the mandatory norms of the country regarding the contract is invalid.</p>

Bahrein	Act No 6/2015 on Conflict of Law in Civil and Commercial Matters involving a Foreign Element (not official translation)	<p><b>Article 19 Employment Contracts</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Employment contracts shall be subject to the law of the state where the contract is substantially performed.</li> <li>b) If the contract is substantially performed in more than one state, then the law applicable shall be of the state within which the principal place of business is situated.</li> <li>c) If the principal place of business is abroad, nevertheless, employment contracts were concluded by a branch located in Bahrain, then Bahraini law shall apply provided that the employment contract is substantially performed in the Kingdom of Bahrain.</li> <li>d) Without prejudice to the overriding mandatory rules of the applicable law as stated in paragraphs (a) and (b) of this article, parties have the freedom to choose another law to be applied to their employment contract.</li> </ul> <p><b>Article 22 Consumer Contracts</b></p> <p>Consumer contracts shall be subject to the law of the state of consumer’s habitual residence, unless otherwise agreed by the parties, or if it is evident from the circumstances that another law is intended to be applied. Such choice may not, however, have the result of depriving the consumer of the protection afforded to him by provisions that cannot be derogated from by virtue of the law of his habitual residence.</p>
Canada (Quebec)	Civil Code of Quebec	<p><b>§ 3. — Consumer contract</b></p> <p><b>3117.</b> The choice by the parties of the law applicable to a consumer contract cannot result in depriving the consumer of the protection afforded to him by the mandatory rules of the law of the State where he has his residence if the conclusion of the contract was preceded, in that State, by a specific offer or by advertising and the consumer took in that State all the steps necessary on his part for the conclusion of the contract, or if the order from the consumer was received in that State. The same rule also applies where the consumer was induced by the other contracting party to travel to a foreign State for the purpose of concluding the contract. In the absence of a designation by the parties, the law of the place where the consumer has his residence is, in the same circumstances, applicable to the consumer contract. 1991, c. 64, a. 3117; I.N. 2014-05-01.</p> <p><b>§ 4. — Contract of employment</b></p> <p><b>3118.</b> The choice by the parties of the law applicable to a contract of employment cannot result in depriving the worker of the protection afforded to him by the mandatory rules of the law of the State where the worker habitually carries out his work, even if he is on temporary assignment in another State or, if the worker does not habitually carry out his work in any one State, of the law of the State where his employer has his domicile or establishment. In the absence of a designation by the parties, the law of the State where the worker habitually carries out his work or the law of the State where his employer has his domicile or establishment is, in the same circumstances, applicable to the contract of employment. 1991, c. 64, a. 3118; I.N. 2014-05-01.</p>

		<p><b>§ 5. – Contract of non-marine insurance</b></p> <p><b>3119.</b> Notwithstanding any agreement to the contrary, a contract of insurance covering property or an interest situated in Québec, or that is subscribed in Québec by a person resident in Québec, is governed by the law of Québec if the policyholder applies for the insurance in Québec or the insurer signs or delivers the policy in Québec.</p> <p>Similarly, a contract of group insurance of persons is governed by the law of Québec where the participant has his residence in Québec at the time he becomes a participant.</p> <p>Any sum due under a contract of insurance governed by the law of Québec is payable in Québec.</p>
China, People's Republic of	Law on the Application of Law to Foreign-Related Civil Relations (not official translation)	<p><b>Article 42</b></p> <p>The laws at the habitual residence of consumers shall apply to consumer contracts; If a consumer chooses the applicable laws at the locality of the provision of goods or services or an operator has no relevant business operations at the habitual residence of the consumer, the laws at the locality of the provision of goods or services shall apply.</p> <p><b>Article 43</b></p> <p>The laws at the working locality of laborers shall apply to labor contracts; if it is difficult to determine the working locality of a laborer, the laws at the main business place of the employer shall apply. The laws at the dispatching place of labor services shall apply to labor dispatches.</p>
European Union	Regulation (EC) No 593/2008 of the European Parliament and of the Council of 17 June 2008 On the law applicable to contractual obligations (Rome I)	<p><b>Article 5 Contracts of carriage</b></p> <p>1. To the extent that the law applicable to a contract for the carriage of goods has not been chosen in accordance with Article 3, the law applicable shall be the law of the country of habitual residence of the carrier, provided that the place of receipt or the place of delivery or the habitual residence of the consignor is also situated in that country. If those requirements are not met, the law of the country where the place of delivery as agreed by the parties is situated shall apply.</p> <p>2. To the extent that the law applicable to a contract for the carriage of passengers has not been chosen by the parties in accordance with the second subparagraph, the law applicable shall be the law of the country where the passenger has his habitual residence, provided that either the place of departure or the place of destination is situated in that country. If these requirements are not met, the law of the country where the carrier has his habitual residence shall apply.</p> <p>The parties may choose as the law applicable to a contract for the carriage of passengers in accordance with Article 3 only the law of the country where:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. the passenger has his habitual residence; or</li> </ol>



	<ol style="list-style-type: none"><li>2. the carrier has his habitual residence; or</li><li>3. the carrier has his place of central administration; or</li><li>4. the place of departure is situated; or</li><li>5. the place of destination is situated.</li></ol> <p>3. Where it is clear from all the circumstances of the case that the contract, in the absence of a choice of law, is manifestly more closely connected with a country other than that indicated in paragraphs 1 or 2, the law of that other country shall apply.</p> <p><b>Article 6 Consumer contracts</b></p> <p>1. Without prejudice to Articles 5 and 7, a contract concluded by a natural person for a purpose which can be regarded as being outside his trade or profession (the consumer) with another person acting in the exercise of his trade or profession (the professional) shall be governed by the law of the country where the consumer has his habitual residence, provided that the professional:</p> <p>(a) pursues his commercial or professional activities in the country where the consumer has his habitual residence, or</p> <p>(b) by any means, directs such activities to that country or to several countries including that country,</p> <p>and the contract falls within the scope of such activities.</p> <p>2. Notwithstanding paragraph 1, the parties may choose the law applicable to a contract which fulfils the requirements of paragraph 1, in accordance with Article 3. Such a choice may not, however, have the result of depriving the consumer of the protection afforded to him by provisions that cannot be derogated from by agreement by virtue of the law which, in the absence of choice, would have been applicable on the basis of paragraph 1.</p> <p>3. If the requirements in points (a) or (b) of paragraph 1 are not fulfilled, the law applicable to a contract between a consumer and a professional shall be determined pursuant to Articles 3 and 4.</p> <p>4. Paragraphs 1 and 2 shall not apply to:</p>
--	--

	<p>(a) a contract for the supply of services where the services are to be supplied to the consumer exclusively in a country other than that in which he has his habitual residence;</p> <p>(b) a contract of carriage other than a contract relating to package travel within the meaning of Council Directive 90/314/EEC of 13 June 1990 on package travel, package holidays and package tours;</p> <p>(c) a contract relating to a right <i>in rem</i> in immovable property or a tenancy of immovable property other than a contract relating to the right to use immovable properties on a timeshare basis within the meaning of Directive 94/47/EC;</p> <p>(d) rights and obligations which constitute a financial instrument and rights and obligations constituting the terms and conditions governing the issuance or offer to the public and public take-over bids of transferable securities, and the subscription and redemption of units in collective investment undertakings in so far as these activities do not constitute provision of a financial service;</p> <p>(e) a contract concluded within the type of system falling within the scope of Article 4(1)(h).</p> <p><b>Article 7 Insurance contracts</b></p> <p>1. This Article shall apply to contracts referred to in paragraph 2, whether or not the risk covered is situated in a Member State, and to all other insurance contracts covering risks situated inside the territory of the Member States. It shall not apply to reinsurance contracts.</p> <p>2. An insurance contract covering a large risk as defined in Article 5(d) of the First Council Directive 73/239/EEC of 24 July 1973 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to the taking-up and pursuit of the business of direct insurance other than life assurance shall be governed by the law chosen by the parties in accordance with Article 3 of this Regulation.</p> <p>To the extent that the applicable law has not been chosen by the parties, the insurance contract shall be governed by the law of the country where the insurer has his habitual residence. Where it is clear from all the circumstances of the case that the contract is manifestly more closely connected with another country, the law of that other country shall apply.</p> <p>3. In the case of an insurance contract other than a contract falling within paragraph 2, only the following laws may be chosen by the parties in accordance with Article 3:</p>
--	--

	<p>(a) the law of any Member State where the risk is situated at the time of conclusion of the contract;</p> <p>(b) the law of the country where the policy holder has his habitual residence;</p> <p>(c) in the case of life assurance, the law of the Member State of which the policy holder is a national;</p> <p>(d) for insurance contracts covering risks limited to events occurring in one Member State other than the Member State where the risk is situated, the law of that Member State;</p> <p>(e) where the policy holder of a contract falling under this paragraph pursues a commercial or industrial activity or a liberal profession and the insurance contract covers two or more risks which relate to those activities and are situated in different Member States, the law of any of the Member States concerned or the law of the country of habitual residence of the policy holder.</p> <p>Where, in the cases set out in points (a), (b) or (e), the Member States referred to grant greater freedom of choice of the law applicable to the insurance contract, the parties may take advantage of that freedom.</p> <p>To the extent that the law applicable has not been chosen by the parties in accordance with this paragraph, such a contract shall be governed by the law of the Member State in which the risk is situated at the time of conclusion of the contract.</p> <p>4. The following additional rules shall apply to insurance contracts covering risks for which a Member State imposes an obligation to take out insurance:</p> <p>(a) the insurance contract shall not satisfy the obligation to take out insurance unless it complies with the specific provisions relating to that insurance laid down by the Member State that imposes the obligation. Where the law of the Member State in which the risk is situated and the law of the Member State imposing the obligation to take out insurance contradict each other, the latter shall prevail;</p> <p>(b) by way of derogation from paragraphs 2 and 3, a Member State may lay down that the insurance contract shall be governed by the law of the Member State that imposes the obligation to take out insurance.</p>
--	--

		<p>5. For the purposes of paragraph 3, third subparagraph, and paragraph 4, where the contract covers risks situated in more than one Member State, the contract shall be considered as constituting several contracts each relating to only one Member State.</p> <p>6. For the purposes of this Article, the country in which the risk is situated shall be determined in accordance with Article 2(d) of the Second Council Directive 88/357/EEC of 22 June 1988 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to direct insurance other than life assurance and laying down provisions to facilitate the effective exercise of freedom to provide services and, in the case of life assurance, the country in which the risk is situated shall be the country of the commitment within the meaning of Article 1(1)(g) of Directive 2002/83/EC.</p> <p><b>Article 8 Individual employment contracts</b></p> <p>1. An individual employment contract shall be governed by the law chosen by the parties in accordance with Article 3. Such a choice of law may not, however, have the result of depriving the employee of the protection afforded to him by provisions that cannot be derogated from by agreement under the law that, in the absence of choice, would have been applicable pursuant to paragraphs 2, 3 and 4 of this Article.</p> <p>2. To the extent that the law applicable to the individual employment contract has not been chosen by the parties, the contract shall be governed by the law of the country in which or, failing that, from which the employee habitually carries out his work in performance of the contract. The country where the work is habitually carried out shall not be deemed to have changed if he is temporarily employed in another country.</p> <p>3. Where the law applicable cannot be determined pursuant to paragraph 2, the contract shall be governed by the law of the country where the place of business through which the employee was engaged is situated.</p> <p>4. Where it appears from the circumstances as a whole that the contract is more closely connected with a country other than that indicated in paragraphs 2 or 3, the law of that other country shall apply.</p>
Japan	Act 78 of 2006, on General Rules for Application of Laws	<p><b>Article 11 Consumer Contracts</b></p> <p>(1) Even if the law governing the formation and effect of a contract (except for a labor contract) that is concluded between a consumer (the term "consumer" as used in this article means an individual who becomes a contractual party neither in nor for the purpose of business) and a business operator (the term "business operator" as used in this article means a juridical person or other association or foundation, or an individual who becomes a contractual party in or for the purpose of business), which is referred to in the following provisions of this article as a "consumer contract", is, according to a choice or change of</p>

	(not official translation)	<p>governing law pursuant to Article 7 or Article 9 respectively, a law other than the law of the place where the consumer habitually resides, the specific mandatory rules in the law of the consumer's habitual residence shall also apply to matters subject to such mandatory rules with regard to the formation and effect of the consumer contract, provided that the consumer expresses his/her will to the business operator to the effect that such mandatory rules should apply.</p> <p>(2) If the parties have not chosen a law to govern the formation and effect of their consumer contract pursuant to Article 7, the formation and effect of such consumer contract shall be, notwithstanding Article 8, subject to the law of the consumer's habitual residence.</p> <p>(3) Even if a law other than the law of the consumer's habitual residence has been chosen to govern the formation of a consumer contract pursuant to Article 7, the specific mandatory rules in the law of his/her habitual residence shall exclusively apply to matters subject to such mandatory rules with regard to the formalities of the consumer contract, notwithstanding paragraphs 1, 2 and 4 of the preceding article, provided that the consumer expresses his/her will to the business operator to the effect that such mandatory rules should apply.</p> <p>(4) If the law of the consumer's habitual residence has been chosen to govern the formation of a consumer contract pursuant to Article 7, and if the consumer expresses his/her will to the business operator to the effect that the law of his/her habitual residence should exclusively apply to the formalities of the consumer contract, the formalities of the consumer contract shall be governed by the law of the consumer's habitual residence, notwithstanding paragraphs 2 and 4 of the preceding article.</p> <p>(5) If the parties have not chosen a law to govern the formation of their consumer contract pursuant to Article 7, the formalities of the consumer contract shall be governed by the law of the consumer's habitual residence, notwithstanding paragraphs 1, 2 and 4 of the preceding article.</p> <p>(6) The preceding paragraphs 1 through 5 are not applicable in any of the following cases: (i) the business operator's establishment which relates to the consumer contract is located in a jurisdiction other than the jurisdiction of the consumer's habitual residence, and the consumer goes to the jurisdiction of the business operator's establishment and concludes a consumer contract in that jurisdiction; except where the consumer has been solicited by the business operator to conclude the consumer contract in that jurisdiction. (ii) the business operator's establishment which relates to the consumer contract is located in a jurisdiction other than the jurisdiction of the consumer's habitual residence, and the consumer goes to the jurisdiction of the business operator's establishment and receives or is to receive complete performance by the business operator in that jurisdiction; except where the consumer has been solicited by the business operator to receive complete performance to be performed by the business operator in that jurisdiction.</p>
--	----------------------------	---

		<p>(iii) at the time the consumer contract is concluded, the business operator is unaware of the location of the consumer's habitual residence and has reasonable ground for such unawareness.</p> <p>(iv) at the time the consumer contract is concluded, the business operator has misidentified the counterparty as not being a consumer and has reasonable ground for such misidentification.</p> <p><b>Article 12 Labor Contracts</b></p> <p>(1) Even if the law governing the formation and effect of a labor contract is, according to a choice or change of governing law pursuant to Article 7 or Article 9 respectively, a law other than the law of the place with which the labor contract is most closely connected, the specific mandatory rules in the law of the place with which the labor contract is most closely connected shall also apply to matters subject to such mandatory rules with regard to the formation and effect of the labor contract, provided that the employee expresses his/her will to the employer to the effect that such mandatory rules should apply.</p> <p>(2) In applying the preceding paragraph, the law of the place where labor is to be carried out according to the labor contract (if the place where labor is to be carried out cannot be identified, the law of the place of the establishment at which the employee has concluded the employment contract; the same definition applies to the following paragraph) is presumed to be the law of the place with which the labor contract is most closely connected.</p> <p>(3) If the parties have not chosen a law to govern the formation and effect of the labor contract pursuant to Article 7, the law of the place where labor is to be carried out is, notwithstanding Article 8, paragraph 2, presumed to be the law with which the labor contract is most closely connected.</p>
Qatar	Qatar Civil Code (Federal Law No 22 of 2004) (not official translation)	<p><b>Article 28</b></p> <p>Employment contracts between employers and employees shall be governed by the law of jurisdiction where the head office of the employer is located. If the head office is located abroad, but particular contracts are concluded by offices based in Qatar, then Qatari law shall apply to those contracts.</p>
Switzerland	Federal Act on Private International Law (PILA) (not official translation)	<p><b>Consumer contracts</b></p> <p><b>Article 120</b></p> <p>1 Contracts pertaining to goods or services of ordinary consumption intended for a consumer's personal or family use and not connected with the consumer's professional or business activity are governed by the law of the state of the consumer's habitual residence:</p> <p>a. if the supplier received the order in that state;</p>

		<p>b. if the contract was concluded after an offer or advertising in that state and if the consumer performed in that state the acts required to conclude the contract; or</p> <p>c. if the consumer was induced by the supplier to go abroad for the purpose of placing the order.</p> <p>2 No choice of law is allowed.</p> <p><b>Employment contracts</b> <b>Article 121</b></p> <p>1 Employment contracts are governed by the law of the state in which the employee habitually performs their work.</p> <p>2 If the employee habitually performs their work in several states, the employment contract is governed by the law of the state of the establishment or, in the absence of an establishment, of the domicile or habitual residence of the employer.</p> <p>3 The parties may submit the employment contract to the law of the state in which the employee has their habitual residence or in which the employer has their establishment, domicile, or habitual residence.</p>
Republic of Korea	Act on Private International Law [Act No.18670, 4 January 2022, Total Amendment] (not official translation)	<p><b>Article 47 Consumer Contract</b></p> <p>(1) The protection given by the mandatory provisions of the country where the habitual residence of the consumer is located, shall not be deprived even if the parties choose the applicable law.</p> <p>(2) In case the parties do not choose the applicable law, the contract shall be governed by the law of the habitual residence of the consumer irrespective of the provision of Article 46.</p> <p>(3) The method of a contract shall be governed by the law of the habitual residence of the consumer irrespective of the provisions of Article 31 (1) through (3).</p> <p><b>Article 48 Employment Contract</b></p> <p>(1) In case of an employment contract, even if the parties choose the applicable law, the protection, given to the employee under the mandatory provisions of the country of the applicable laws designated under paragraph (2), shall not be deprived.</p> <p>(2) In case the parties do not choose the applicable law, irrespective of the provisions of Article 46, the employment contract concerned shall be governed by the law of the country where the employee habitually provides his/her service. In case the employee does not habitually provide his/her service within one country, the law of the country, where the business office of the employer who hires the employee is located, shall govern.</p>

Tunisia	Code of Private International Law of 1998 (not official translation)	<p><b>Article 67</b> The employment contract is governed by the law of the State in which the worker usually performs his work.</p> <p>If the worker habitually performs his work in several States, the employment contract is governed by the law of the State of establishment of the employer, unless it results from all the circumstances that the right to work has closer property with another State, in which case the law of the latter is applicable</p>
Uruguay	Law 19,920 of November 2020 General Law of Private International Law (not official translation)	<p><b>Article 50 (Special Solutions)</b> The previous rules of this chapter are not applicable to the following contracts, even if they are international, which will be governed by the rules indicated below:</p> <p>E) The contracts granted in consumer relations are governed:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) By the law of the State where the goods are purchased or the services are used by the consumer.</li> <li>2) In the event that the goods are acquired or the services are used in more than one country or if said law cannot be determined for other reasons, they will be governed by the law of the place of domicile of the consumer.</li> <li>3) In contracts entered into at a distance, as well as when the conclusion has been preceded by offers or specific advertising at the consumer's home, the law of this State shall apply, provided that the consumer has given his consent to it.</li> </ol> <p>F) Individual employment contracts in a dependency relationship - except those for remote work - are governed by the law of the place where the work is provided or by the law of the worker's domicile or by the law of the employer's domicile, at the option of the worker. But once it is determined, it will govern all aspects of the employment relationship.</p>
Vietnam	2015 Civil Code (not official translation)	<p><b>Article 683 Contracts</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Contracting parties in a contract may agree to select the applied law for the contract, other than regulations of Clauses 4, 5 and 6 of this Article. In case the contracting parties fail to agree the applied law, the law of the country with which such contract closely associates shall apply.</li> <li>2. The laws of any of the following countries shall be treated as the law of the country with which such contract closely associates: <ol style="list-style-type: none"> <li>a) The law of the country where the seller being natural person resides or the seller being juridical person is established in terms of sale contracts;</li> <li>b) The law of the country where the provider being natural person resides or the provider being juridical person is established in terms of service contracts;</li> </ol> </li> </ol>

Deleted: Procedure



		<p>c) The law of the country where the transferee being natural person resides or the seller being juridical person is established in terms of contracts of transferring rights to use or intellectual property rights;</p> <p>d) The law of the country where employees frequently perform do jobs in terms of labor contracts. If an employee frequently does jobs in multiple countries or the country in which the employee frequently does his/her job is unidentifiable, the law of the country with which his/her labor contract closely associates shall be the law of the country where the employer being natural person resides or the employer being juridical person is established.</p> <p>dd) The law of the country where consumers resides in terms of consume contract.</p> <p>[...]</p> <p>5. If the applied law selected by contracting parties in a labor contract or a consume contract affects adversely minimum interests of employees or consumers as prescribed in the law of Vietnam, the law of Vietnam shall prevail.</p>
--	--	--